COMMUNE DE GENAY

****

**RÈGLEMENT DES JARDINS FAMILIAUX DE LA PLAINE DES SPORTS ET DES FAMILLES - PARC ARTHUR ROCHE DE LA COMMUNE DE GENAY**

Les jardins familiaux, définis par le Code rural, sont des « terrains divisés en parcelles affectées à des particuliers pratiquant le jardinage pour leurs propres besoins ou ceux de leur famille, à l’exclusion de tout usage commercial ».

1 –Biens mis à disposition

L’ensemble du terrain mis à disposition par la commune est découpé en 38 parcelles réparties comme suit :

* 20 parcelles de 60m²
* 17 parcelles de 65m²
* 1 parcelle de 83m², non ouverte à la location, dédiée à un usage pédagogique.

2 –Attribution

L’attribution des jardins est décidée par la commune sur la base des critères cumulatifs suivants :

* Être domicilié impérativement à Genay (le locataire fournit les justificatifs de domicile que la commune est en droit de lui demander),
* Habiter dans un logement ne bénéficiant pas de jardin,
* Ne pas disposer d’un autre jardin familial.

Les demandes se font par courrier ou courriel adressé à Madame le Maire.

En cas de déménagement hors de la commune, les bénéficiaires sont dans l’obligation d’en informer la mairie sans délai. Ils pourront cependant récolter ce qu’ils ont planté.

Tout bénéficiaire peut mettre fin à l’occupation du jardin sous réserve de respecter un délai de préavis d’un mois.

La mise à disposition des jardins est effective à la signature du présent règlement, du bail, de l’état des lieux d’entrée et de la présentation d’une attestation d’assurance couvrant les dégâts des eaux et les incendies.

Chaque lot est numéroté.

Le présent règlement intérieur est signé et remis au locataire.

3 –Conditions financières

La jouissance de chacun des jardins attribués aux conditions prévues à l’article 2 est conditionnée par le versement d’un loyer annuel dont le montant est fixé par le conseil municipal.

Les loyers annuels des parcelles sont fixés ainsi :

|  |  |
| --- | --- |
|  | Prix location annuelle |
| Parcelles de 60 m² | 90€ |
| Parcelles de 65 m² | 100€ |

Le tarif comprend la location de l’espace occupé, des biens mis à disposition : cabanon, clé, accès parking et vestiaire ainsi que la consommation d’eau.

Le loyer est perçu après émission d’un titre de recettes par la commune de Genay.

Les locataires sont tenus de souscrire un contrat d’assurance contre les risques encourus et d’en faire preuve annuellement. La non-souscription d’un contrat d’assurance est un motif de résiliation du contrat de location.

En cas de dégradation des biens mis à disposition, le locataire pourra être mis en demeure de rembourser les frais de remise en état.

4 –Conditions générales d’occupation

L’occupant devra prendre soin des lieux mis à disposition et laisser le propriétaire les visiter ou les faire visiter, chaque fois que cela sera nécessaire.

L’occupation du jardin est accordée sous forme de bail précaire pour une durée de cinq ans renouvelable.

En cas de défaut d’entretien, un rappel sera effectué. En l’absence de reprise de l’entretien ou de justification acceptée, la procédure de résiliation sera engagée (art. 9).

L’occupant sera tenu de respecter les horaires légaux de jardinage dès lors qu’il souhaitera utiliser des outils motorisés pouvant générer des nuisances sonores au niveau du voisinage.

L’entretien des cheminements communs sera à la charge des occupants.

5 –Exploitation du jardin

Le terrain mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination à savoir principalement la pratique du jardinage (légumes et fleurs à couper).

La jouissance du jardin est personnelle. Le titulaire ne peut la rétrocéder à qui que ce soit. Cette jouissance demeure subordonnée à l’observation intégrale des dispositions du présent règlement. Chaque jardin doit être cultivé avec soin par le bénéficiaire lui-même ou un membre de sa famille.

La commune ne pourra être rendue responsable des dégâts de quelque nature qu’ils soient qui seraient commis par l’un ou l’autre des bénéficiaires des jardins, ni des accidents qui surviendraient soit à eux soit à des tiers.

La plantation d’arbres et de bambous est interdite sur la parcelle.

Au-delà des légumes et des fleurs pouvant être cultivées sur les parcelles, seule la plantation d’arbustes à fruits comestibles est autorisée (groseilles, framboises et cassis).

Sont interdites toutes constructions ainsi que l’installation de cuves, bidons ou diverses réserves d’eau.

Chaque occupant devra veiller à ne pas laisser sur sa parcelle quelconque objet pouvant amener l’eau à stagner (coupelle, bassine…) afin d’éviter la prolifération du moustique tigre.

Chaque occupant utilisera ses outils personnels et pourra les laisser entreposés dans le cabanon commun mis à disposition.

L’arrosage des jardins se fera exclusivement à partir du point d’eau de ville mis à disposition.

L’évacuation des déchets verts devra être faite par l’occupant.

L’occupant aura la possibilité d’installer sur sa parcelle un bac à compost.

L’occupant sera autorisé à installer des châssis ou serre de jardins, dès lors que ceux-ci puissent être démontables et ne dépassent pas 50 cm de hauteur.

Les locataires des jardins s’engagent à respecter les dispositions du présent règlement.

En outre, ils s’efforceront de pratiquer un jardinage le plus respectueux de l’environnement (variété des plantes cultivées en faveur de la biodiversité, engrais naturels, compostage...).

L’utilisation de produits phytosanitaires est strictement interdite.

6 –Animaux

L’élevage ou l’installation permanente d’animaux sont expressément interdits (poules, lapins, chèvres et généralement tous animaux de basse-cour, tous animaux de compagnie). Les chiens sont interdits.

7 -Respect des droits des tiers

Tous devront respecter, avec la plus grande délicatesse, les jardins des voisins. L’accès aux véhicules de transports motorisés est interdit sur les parcelles.

Compris dans un secteur géographique qui, par destination, est spécifiquement aménagé à cet effet, l’espace mis à disposition est strictement délimité et ne peut conduire à des empiètements d’occupation tant sur le domaine public (voirie...) que sur le domaine privé, communal ou général.

Le locataire, par le présent règlement, veillera à ne pas nuire à la tranquillité des autres occupants et à respecter les droits de voisinage.

Interdiction est faite à l’occupant de brûler à l’air libre des déchets végétaux ou autres, d’entreposer des produits qui pourraient être à l’origine de feux, explosions ou autres.

De plus, sont interdits :

* les barrières permanentes
* l’apport de terre extérieure
* les plantes envahissantes et illicites

Dans les parties communes d’occupation, l’occupant ne pourra rien déposer qui puisse présenter un danger ou une gêne pour les autres occupants. Seul le dépôt des déchets verts est autorisé dans le secteur spécifiquement aménagé à cet effet.

8- Responsabilité

Le locataire est responsable de tous les dommages qui pourraient survenir du fait de la jouissance des droits afférents à l’occupation des jardins, des activités qui y sont pratiquées et des objets et matériaux, installations qui s’y trouvent.

La commune de Genay, pour sa part, décline toute responsabilité pour les cas ordinaires tels que la sécheresse, l’inondation, l’incendie, les vols qui pourraient survenir aux dépens du locataire, de sa famille, de tiers ou à leurs biens, ainsi que tout autre acte de vandalisme entraînant la destruction de tout ou partie des récoltes.

9 - Fin de l’attribution

9 –1 Résiliation à l’initiative du bénéficiaire

Tout bénéficiaire peut mettre fin à l’occupation du jardin sous réserve de respecter un délai de préavis d’un mois. A compter de l’état des lieux sortant, la commune reprendra la jouissance du jardin.

9–2 Résiliation à l’initiative de la commune

9–2 –1 Motifs de résiliation

La résiliation est prononcée par la commune pour non-respect du règlement intérieur, et en particulier dans les cas suivants :

* Déménagement non signalé hors du territoire communal
* Insuffisance de culture ou d’entretien
* Exploitation commerciale du jardin familial
* Non-respect de l’interdiction de brûler sur place les herbes fauchées et tout autre produit
* Mauvais comportement avec altercation portant préjudice à un climat de bon voisinage
* Non-souscription d’un contrat d’assurances (cf article 3)

La résiliation peut aussi être prononcée pour défaut de paiement du loyer.

9 –2 –2 Procédure de résiliation

Avant toute décision de résiliation d’un jardin pour les raisons évoquées au paragraphe précédent, le locataire concerné sera convoqué par lettre par la

commune et sera invité à fournir des explications et/ou à régulariser sa

situation. A la suite de cet entretien, une décision définitive sera notifiée au

locataire.
La reprise du terrain pour manquement grave au règlement s’appliquera de plein droit, huit jours après la notification d’exclusion. Pendant ce délai de huit jours, le terrain devra être remis en état à l’exception des plantes qui pourront rester en place.

Déclare avoir pris connaissance le 2025

Le locataire

NOM:

Prénom:

Adresse :

Téléphone :

Email :

Signature :